

«Le racisme anti-blanc impose l'omerta médiatique»



- Crédits photo : Nikola Volrabova/nixki - Fotolia

Vox Societe (<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe>), | Par Gilles William Goldnadel ([#figp-author](#)).

Publié le 19/03/2018 à 14h39

FIGAROVOX/CHRONIQUE - Gilles-William Goldnadel évoque le racisme anti-blanc, dont très peu de médias ou d'associations osent parler. Selon l'avocat, c'est ce tabou qui explique le silence médiatique autour du scandale d'abus sexuels révélé à Telford.

Gilles-William Goldnadel est avocat et essayiste. Il est président de l'association France-Israel. Toutes les semaines, il décrypte l'actualité pour FigaroVox.

Le racisme antiblanc est le trou le plus noir de l'information comme de la réflexion. Si vous aimez la tranquillité, évitez donc de le nommer. Ou utilisez si possible une circonlocution. Essayez plutôt «détestation anti-occidentale».

Vous éviterez ainsi le chromatisme gênant. On peut parler des noirs, davantage encore du racisme qui les frappe. Mais évoquer le blanc, sauf de manière négative, voilà qui est gênant. Et très inélégant. En parler le moins possible. J'ai connu une époque, pas très lointaine, où les organisations antiracistes autoproclamées contestaient l'existence même de l'aversion du blanc. Lorsqu'on la leur mettait juste dessous leurs yeux, elles la

reconnaissaient du bout des lèvres pincées en alléguant le fait que seules des organisations «d'extrême droite» se souciaient de cette question très secondaire. Bref, une pirouette assez primaire. De nos jours, lorsque le temps est clair, certaines condescendent toutefois à se saisir de cas emblématiques, pourvu que le traitement soit discret et homéopathique.

L'actualité récente me permet, à travers deux exemples, l'un en creux, l'autre en plein, de faire sonder du doigt le trou noir maudit.

Prenez Mayotte. On a tout dit sur les dernières manifestations d'exaspération de la colère populaire des Mahorais à propos de l'immigration massive et invasive.

On a dit que cette colère était légitime. On a dit que cette immigration était insupportable pour la population autochtone. On a reconnu sans barguigner le lien entre immigration excessive, illégale et criminalité. On a convenu également qu'elle était facteur de misère sociale, médicale et d'appauvrissement. On a accepté sans pousser de hauts cris de questionner la légitimité du droit du sol. On a reconnu qu'il existait effectivement «des Français de papier» qui avaient indûment instrumentalisé le droit du sol français pour devenir nos concitoyens pour de pures questions d'opportunité financière. On a tout dit, sauf que les Mahorais qui se plaignaient légitimement mais parfois violemment seraient des racistes, des xénophobes ou des populistes extrémistes.

On voudra bien à présent se donner la peine de comparer le regard compréhensif et même empathique porté par le monde médiatique et politique à l'égard des Mahorais exaspérés avec celui qui embrasse, si l'on ose dire, la population métropolitaine qui, aujourd'hui majoritairement, considère l'immigration illégale et massive comme un facteur d'inquiétude majeure. Encore que les réactions de celle-ci soient infiniment plus calmes que celle de la population mahoraise, qui peut honnêtement nier que le jugement médiatique et politique soit dans le meilleur des cas condescendant et dans le pire haineux et méprisant? Pour ceux qui ne veulent pas comprendre ce qui explique cette différence de regard, je vais leur mettre crûment la réalité sous les yeux. La population française métropolitaine, à la différence des Comoriens musulmans de Mayotte, est majoritairement chrétienne, blanche et occidentale. Par conséquent plus facilement soupçonnable de racisme, précisément par un préjugé raciste insoupçonné et indicible.

Les exactions contre les fermiers blancs en Afrique australe font partie des territoires occultés de l'information.

Mais que j'ose nommer et que j'ai déjà expliqué par l'Histoire.

À présent, passons au second exemple explicite et extérieur à la France.

L'excellente revue *National Geographic* s'est livrée récemment à une autocritique en règle en examinant de quelle manière, au siècle dernier, elle était restée indifférente à la réalité et à la souffrance noires.

D'un siècle l'autre, d'un excès l'autre, et, parfois, d'une souffrance l'autre. Je ne crains pas en effet d'appliquer cette saine autocritique au présent et à la souffrance blanche que l'on cache, que l'on tait ou que l'on ne veut pas voir.

C'est ainsi que les exactions contre les fermiers blancs en Afrique australe font partie des territoires occultés de l'information. Au Zimbabwe, la quasi-totalité des fermiers blancs ont été expulsés. De très nombreux fermiers massacrés. L'ex-dictateur Mugabe, récemment déchu, refusait de répondre à un journaliste parce qu'il était blanc. C'est dans ces conditions que la revue *Jeune Afrique* (et non un journal occidental) a écrit: «*Les abus et les erreurs commis par Londres, les colons britanniques et leurs descendants, pour beaucoup restés fidèles à Ian Smith, ont été nombreux. Mais en répliquant avec une politique aussi inconséquente, Mugabe aura surtout ajouté de la souffrance à l'injustice.*» De la souffrance blanche. Selon la BBC, cette politique a détruit l'économie du Zimbabwe basée sur l'agriculture, qui est dans une situation catastrophique avec une hyperinflation et une réapparition du choléra.

Qui pourrait prétendre honnêtement que ce racisme-là a été condamné par la classe médiatique antiraciste?

En République Sud-Africaine, la situation n'est aujourd'hui pas meilleure. De très rares articles dans la presse écrite française s'en saisissent pour décrire **«le massacre oublié des fermiers blancs»** (<http://www.lefigaro.fr/international/2017/03/03/01003-20170303ARTFIG00053-afrique-du-sud-le-massacre-oublie-des-fermiers-blancs.php>). Les télévisions françaises s'en désintéressent complètement.

Plus indiscutable et plus récemment encore, le 22 février 2018, l'agence Reuter, dans une indifférence totale, annonçait que «*dans un souci de soigner les divisions du passé, le président sud-africain fraîchement élu Cyril Ramaphosa avait annoncé que l'expropriation de terres sans compensation était envisagée pour accélérer leur redistribution aux Sud-Africains noirs.*»

Si les mots ont un sens, cette annonce aurait dû plonger tous les hommes de bonne volonté, sincèrement désireux d'harmonie entre les peuples, dans un état de consternation ou d'hébétude.

Si cette mauvaise décision est en effet menée à bien, elle tournera définitivement le dos à la politique de pardon et de réconciliation chère à Mandela et à Declercq. Elle signifiera la fin du pays «arc-en-ciel». Plus désespérément encore, elle signifiera qu'un règlement politique pacifique basé sur la concorde et non le rapport de force est une chimère. Elle donnera raison aux pessimistes et aux cyniques.

Mais il y a peut-être encore pire: l'incroyable omerta qui couvre pour l'heure en France les crimes sexuels autour des filles blanches ayant été découverts dans la commune anglaise de Telford.

Près de mille jeunes filles ont fait l'objet de viols collectifs et de trafic de proxénétisme violent de la part d'hommes issus principalement de la communauté pakistanaise. L'affaire connue depuis plusieurs mois, vient de prendre désormais une dimension extravagante et met en cause la police et les médias.

À l'époque de «Balance ton porc», où les violences faites aux femmes font l'objet d'une attention obsessionnelle permanente, le silence qui entoure ce drame immonde prend un tour invraisemblablement obscène et scandaleux.

Je renvoie notamment aux articles du Birminghammail et du Mirror du 11 mars 2018 ainsi qu'à la note Wikipédia en français issue de la note anglaise qui vient d'être complétée: *«Suite aux nouvelles révélations en mars 2018 dans le Sunday Mirror, la journaliste Johanna Williams du magazine Spiked, s'émeut que ce qui semble être le pire scandale d'abus sexuels sur des enfants de Grande-Bretagne ait reçu relativement peu de couverture et ne fasse pas la une de journaux tels que le Guardian ou le Times, alors que depuis plusieurs mois, le harcèlement des femmes est dénoncé comme par exemple par le mouvement Me Too dont elle dénonce l'hypocrisie et le silence assourdissant»*. Comme de nombreux journalistes anglais le reconnaissent désormais, ces nouvelles révélations sont issues d'enquêtes du Daily Mirror et ont montré que l'étendue des abus était beaucoup plus vaste que ce qui avait été révélé auparavant.

À l'époque de «Balance ton porc», le silence qui entoure ce drame immonde prend un tour invraisemblablement obscène et scandaleux.

«Comme dans les autres affaires similaires, les auteurs étaient très majoritairement d'origine pakistanaise et bangladaise et de religion musulmane. Par crainte d'être considérées comme racistes, les autorités ont longtemps refusé d'enquêter» (Steve Bird The Télégraph du 9 décembre 2017).

Pendant ce temps, les pseudo-antiracistes hystériques et les néo-féministes frénétiques à moralisme chromatiquement variable restent calmes.

La souffrance, quand elle est blanche, demeure une zone noire interdite de visite.



Gilles William Goldnadel
